

ALAIN BARJOT

**Les problèmes de la production, de la commercialisation
et de la consommation des boissons alcoolisées dans la
communauté économique européenne**

Journal de la société statistique de Paris, tome 116 (1975), p. 122-133

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1975__116__122_0

© Société de statistique de Paris, 1975, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

LES PROBLÈMES DE LA PRODUCTION, DE LA COMMERCIALISATION ET DE LA CONSOMMATION DES BOISSONS ALCOOLISÉES DANS LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

(Communication faite le 12 décembre 1974 devant la Société de statistique de Paris)

The author first gives historical and late data of the French wine problem. He then presents the problem in the context of the European Economic Community. At last he talks of the situation of the other alcoholic drinks.

Der Verfasser zählt zuerst die historischen und augenblicklichen Probleme des französischen Weinbaus auf. Er setzt dann auseinander, wie sich dieses Problem in der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft präsentiert. Anschliessend untersucht er das Problem der anderen alkoholischen Getränke.

L'alcoolisme constitue un fléau social dans un très grand nombre de pays du monde à l'exception, bien entendu, des pays où un interdit religieux s'oppose à la consommation d'alcool. Que ce fléau soit particulièrement grave en France et dans un certain nombre de pays de la Communauté économique européenne, est une vérité d'évidence et les efforts faits par les organisations privées et par les Pouvoirs publics de ces pays depuis une vingtaine d'années, montrent que les uns et les autres en ont parfaitement conscience.

Il existe un lien certain entre la consommation d'alcool et la production nationale. La comparaison des tableaux I et II l'établit d'une manière éclatante. Une telle comparaison eut été plus frappante s'il avait été possible d'établir pour le tableau II, non pas des chiffres de production de vins, mais des chiffres de production ramenés en alcool pur de l'ensemble de boissons alcoolisées. Mais les éléments statistiques ne le permettent pas. La comparaison reste cependant valable, le vin étant, dans beaucoup de pays européens, la boisson alcoolisée la plus répandue.

D'après le tableau I, la France vient en tête de la consommation d'alcool pur par habitant et par adulte avec plus de 20 litres d'alcool pur par adulte et par homme. Mais elle est rattrapée par un certain nombre de pays dont la consommation a beaucoup augmenté dans ces dernières décennies, notamment l'Italie et l'Allemagne où la consommation d'alcool pur par adulte excède 15 litres. L'opposition est frappante avec un certain nombre de pays hautement civilisés (Pays scandinaves, Pays-Bas, Grande-Bretagne) mais non producteurs de vins, dont la consommation annuelle d'alcool pur par adulte est inférieure à 10 litres.

Une seconde constatation qui va à l'encontre de beaucoup d'idées reçues, est que la consommation d'alcool et, par conséquent, l'alcoolisme, ne diminue pas avec l'augmentation du niveau de vie, au contraire. L'évolution constatée dans un pays comme l'Italie, dont la consommation a pratiquement doublé en vingt ans, est frappante. En effet, l'augmentation des ressources des particuliers entraîne une diminution de l'utilisation des produits de première nécessité et une augmentation de ce que l'on peut appeler le superflu. Enfin il est

TABLEAU I

*Consommation des boissons alcooliques dans le monde
en 1972 par habitant et par adulte de plus de 15 ans*

d'après « Produktschap voor gestilleerde Dranken » Schiedam, Pays-Bas

Pays	Vin en litres		Bière en litres		Spiritueux en litres d'alcool pur (1971)		Consommation totale en litre d'alcool pur	
	par hab.	par ad.	par hab.	par ad.	par hab.	par ad.	par hab.	par ad.
<i>C. E. E.</i>								
France	107	141,8	40	53	2,2	2,9	16,9	22,4
Italie	111	144,3	13	16,9	1,7	2,2	13,6	17,7
Allemagne fédérale	22	28,6	145	188,5	3,3	4,3	12,1	15,7
Luxembourg	42	53,8	124	158,7	2,2	2,8	11,5	14,7
Belgique	16	20,9	140	182,7	1,5	2	9,5	12,4
Danemark	8	10,4	108	140,4	1,2	1,6	7,7	10
Pays-Bas	8	11,3	66	190,4	2,1	2,9	6,8	9,3
Grande-Bretagne	4	5,3	106	140	1	1,3	6,9	9,1
Irlande	5	7,3	67,1	97,3	1,6	2,3	5,3	7,7
<i>Autres pays</i>								
Portugal	100	139	16	22,2	0,5	0,7	13,7	19
Espagne	64	89	36	50	2,8	3,9	12,3	17,1
Autriche	34	44,9	104	137,3	1,5	2	11,6	15,3
Suisse	44	57,6	74	96,9	1,9	2,5	10,8	14,1
Hongrie	40	50,8	59	75	3	3,8	9,7	12,3
Australie	8,7	12,2	126	176,4	1	1,4	8,5	11,9
Nouvelle-Zélande	5,4	7,9	115	167,9	1	1,5	7,9	11,5
Canada	4,6	6,5	78,4	111,3	2,5	3,6	7,7	10,9
Tchécoslovaquie	13	16,9	145	188,5	2,4	3,1	8,3	10,8
Yougoslavie	27	37	30	41,1	3	4,1	7,5	10,3
États-Unis	5,6	7,7	72	99,4	2,9	4	6,4	8,8
Allemagne de l'Est	5,1	6,6	102,2	132,9	2,8	3,6	6,5	8,5
Pologne	6,2	8,4	33,7	45,5	3,5	4,7	6,3	8,5
Bulgarie	19,3	25,1	27,6	35,9	1,8	2,3	6,1	7,9
Suède	7	8,8	57,4	72,3	2,5	3,2	5,8	7,8
Finlande	4,4	5,8	49,4	65,2	2,1	2,8	5,1	6,7
Norvège	2	2,6	39,2	51,7	1,6	2,1	3,9	5,1
U. R. S. S.	11	15,3	non connue		non connue		non connue	

certain que dans ces pays de forte consommation, — et plus particulièrement dans les pays viticoles —, une des causes de l'alcoolisme est liée à un type de société où la consommation des boissons alcoolisées est traditionnelle, puisque la production elle-même est traditionnelle, et que les vins et spiritueux font partie d'un cadre social, traditionnel lui aussi. C'est le cas, notamment, de la France, pays producteur et consommateur de vins depuis les Gaulois et où, encore maintenant, 70 % de la consommation d'alcool provient du vin.

La lutte contre l'alcoolisme ne peut ignorer ces données sociologiques et économiques. En France, plusieurs millions de personnes vivent de la production, de la commercialisation et de la distribution des boissons alcoolisées et un million environ, de la viticulture. Enfin, les eaux-de-vie représentent une part importante de la production agricole et des exportations françaises.

Ceci explique un certain nombre des lignes directrices de l'action antialcoolique telle qu'elle a été menée en France et telle qu'elle peut être transposée dans la plupart des pays européens :

1^o Prôner la sobriété et non l'abstinence;

2^o Pousser à la production de produits de qualité, peut-être moins nocifs, en tout cas plus chers et par conséquent moins nuisibles;

TABLEAU II

Production de vins

(en hl)

Pays	1971	1972	Différences
Europe	223 900 112	224 082 196	+ 182 084
Albanie	70 000 (*)	...	—
Allemagne fédérale	6 027 328	7 456 468	+ 4 429 135
Autriche	1 812 790	2 595 615	+ 762 825
Belgique	10 000 (*)	...	—
Bulgarie	2 796 710	...	—
Espagne	45 073 160	27 473 041	+ 2 899 881
France	61 331 782	58 498 409	— 2 832 373
Grande-Bretagne	531 241 (1)	553 834 (1)	22 593
Grèce	4 771 200	5 820 000	+ 1 048 800
Hongrie	4 459 000	5 097 200	+ 638 200
Italie	64 212 000	59 190 000	— 5 022 000
Luxembourg	104 500	139 520	+ 35 020
Malte	20 000 (*)	...	—
Pays-Bas	12 000	12 000	—
Portugal	8 977 000	8 361 000	— 616 000
Roumanie	7 700 000 (*)	...	—
Suisse	860 850	987 574	+ 126 724
Tchécoslovaquie	863 002	1 001 661	+ 138 659
U. R. S. S.	28 723 000	30 036 500	+ 1 313 500
Yougoslavie	5 545 549	6 262 669	+ 717 120
Amérique	41 488 450	37 046 985	— 4 441 465
Argentine	22 062 950	19 986 485	+ 2 066 465
Bolivie	8 000 (*)	...	—
Bésil	1 930 000 (*)	...	—
Canada	800 000	...	—
Chili	4 000 000 (*)	...	—
États-Unis { Californie	10 441 000 (2)	8 316 000 (2)	— 2 125 000
{ Autres États	1 250 000 (2)	1 000 000 (2)	— 250 000
Mexique	218 500	...	—
Pérou	80 000 (*)	...	—
Uruguay	910 000 (*)	...	—
Afrique	16 925 115	13 255 496	— 3 669 619
Afrique du Sud	5 582 901	5 351 743	— 181 158
Algérie	9 250 000 (*)	5 753 000	— 3 497 000
Libye	30 000 (*)	...	—
Madagascar	16 535 (*)	...	—
Maroc	1 100 000 (*)	...	—
Égypte	54 240	...	—
Tunisie	941 439	949 976	8 339
Asie	1 975 309	2 006 828	+ 31 519
Chypre	1 050 000	1 040 000	— 10 000
Iran	3 800 (*)	...	—
Israël	330 100	498 000	+ 167 900
Japon	197 570	130 000	— 67 570
Jordanie	14 700 (*)	...	—
Liban	38 000 (*)	...	—
Turquie	341 339	282 528	— 58 811
Océanie	2 745 621	2 745 621	—
Australie	2 511 985	...	—
Nouvelle-Zélande	233 636	...	—
Production mondiale	287 034 607	279 137 126	— 7 897 481

(*) Estimation.

(1) British wines.

(2) On peut estimer qu'une quantité à peu près égale de « vins industriels » est aussi obtenue si l'on tient compte du volume de raisins pressurés.

3^o Établir une réglementation fiscale ou de police plus sévère à l'égard des spiritueux industriels tels que les apéritifs à base d'alcool, fortement alcoolisés, et dont la production est sans intérêt pour la richesse agricole.

Ainsi, en France et dans plusieurs pays européens, le problème viticole est essentiel dans la lutte contre l'alcoolisme. Un programme antialcoolique devra s'accompagner d'efforts tendant à la réduction de la production viticole et à l'amélioration de la qualité entraînant une augmentation du prix des produits de la viticulture. On s'aperçoit tout de suite que les intérêts de celle-ci peuvent se concilier avec ceux de la Santé publique. Si la lutte antialcoolique se doit d'avoir pour objectifs de diminuer la production vinicole pour amenuiser la pression économique sur le consommateur et d'augmenter les prix pour freiner la consommation, les viticulteurs eux-mêmes sont désireux d'éviter des récoltes pléthoriques aboutissant à un effondrement des coûts et d'obtenir des prix plus rémunérateurs. Cette conjonction d'intérêts a été perçue en France, depuis longtemps, mais la mise en application du traité de Rome en a changé fondamentalement les données en substituant à un marché français d'une cinquantaine de millions d'habitants un marché européen de 195 millions de consommateurs en puissance.

Les considérations, qui précèdent, expliquent le plan du présent exposé. Dans une première partie, on rappellera les données historiques et actuelles du problème viticole français; dans une seconde partie, on exposera comment le problème se présente au sein de la Communauté économique européenne; dans une troisième partie, on parlera rapidement de la situation des autres boissons alcoolisées.

I — LES PROBLÈMES VITICOLES FRANÇAIS

A. *Données chiffrées de la production*

La production viticole française se caractérise depuis la fin du XIX^e siècle par une situation de pléthore. Surproduction, par conséquent, non pas seulement par rapport à une consommation modérée telle qu'auraient pu le souhaiter les économistes, mais par rapport à la consommation réelle et excessive telle qu'elle résultait des habitudes, des incitations de toutes sortes, de la pression économique, électorale, publicitaire des producteurs désireux d'écouler la totalité de leurs produits.

Vers 1850, la production vinicole était évaluée à 40 millions d'hectolitres. En 1886, à la suite du phylloxera, elle était tombée aux environs de 26 ou 27 millions d'hectolitres. Cette catastrophe viticole devait amener la constitution d'un vignoble de remplacement en Algérie et le remplacement, en métropole, des cépages traditionnels par des cépages américains résistant au phylloxera.

La conséquence de ces deux palliatifs a été une remontée considérable de la production qui dépassait 70 millions d'hectolitres en 1907 et qui devait se maintenir à un niveau très élevé, sous réserve de variations annuelles considérables dues aux conditions climatiques jusqu'à la veille de la guerre. Le maximum était atteint en 1934 où l'ensemble de la production de la métropole et de l'Algérie atteignait 97 millions d'hectolitres.

Dans les années précédant l'indépendance de l'Algérie, la moyenne de la production annuelle était de l'ordre de 75 millions d'hectolitres dont 15 pour la production algérienne. L'indépendance de l'Algérie devait diminuer considérablement la production française,

mais l'augmentation de la productivité a été telle que, *sans augmentation des surfaces cultivées en vigne*, la production française a atteint depuis 1969 le niveau qui était celui de la production franco-algérienne avant 1962. Autrement dit, la seule augmentation de la productivité a compensé en quelques années la production du vignoble algérien.

B. *Les efforts gouvernementaux*

Cette situation de surproduction est très ancienne. En 92 un édit de Domitien ordonnait l'arrachage de la moitié des vignes des « provinces ». Le véritable motif de ce texte législatif était la concurrence que des vins gaulois, notamment d'Aquitaine, de la vallée du Rhône et du bassin méditerranéen, faisait aux vins d'Italie. L'édit cependant donnait comme prétexte à ces dispositions, la nécessité d'augmenter en Gaule, la production de céréales.

Depuis le début du xx^e siècle, le législateur, sous la pression des viticulteurs, a élaboré une législation complexe essentiellement malthusienne, codifiée en 1936 et constamment renouvelée depuis.

Outre les procédés classiques de régularisation des marchés agricoles (stockage, blocage de l'écoulement, interventions financières) la législation s'est orientée dans deux directions : une limitation de la production et une amélioration de la qualité.

1. *La limitation de la production*

Depuis 1931, les surfaces plantées en vignes ne peuvent plus être augmentées et, en fait, n'ont pas augmenté. Cette limitation n'a subi d'exception que par l'octroi de droits de plantations très limités à certains rapatriés d'Afrique du Nord.

Elle a impliqué la mise sur pied de tout un appareil administratif (cadastre viticole, réglementation du transfert des droits de replantation) car, bien entendu, il est possible de transférer les vignes à l'intérieur du territoire.

En même temps, cette limitation des surfaces plantées s'accompagnait d'un effort de limitation de la production par une réglementation sévère des pratiques œnologiques (enrichissement des moûts, irrigation) et par l'institution de la distillation obligatoire d'une partie des récoltes. Il convient de dire un mot de ces distillations. Les unes sont parfaitement légitimes : « les prestations viniques », destinées à détruire les vins de mauvaise qualité. Les autres, distillations exceptionnelles décidées massivement certaines années, sont d'un intérêt économique et sanitaire discutable.

2. *La qualité*

Pour améliorer la qualité des vins, on a réglementé les cépages, classés maintenant en trois catégories ; cépages prohibés (qui doivent être arrachés), cépages tolérés et cépages recommandés auxquels sont réservés les droits de replantation.

On a également doté d'une protection particulière, avec une réglementation très stricte, et dans un ordre décroissant de qualité :

a) *les vins d'appellation d'origine contrôlée* qui, sous l'autorité d'une administration spéciale, ne peuvent être produits qu'avec certains cépages de certaines zones délimitées et avec des plafonds de production par hectare : le type en est les grands crus célèbres de Champagne, de Bordeaux, de Bourgogne et d'Alsace ;

b) *les vins délimités de qualité supérieure*, soumis à des conditions analogues, mais moins strictes, dont le type est : les vins de Côte de Provence ou des Côte du Rhône;

c) enfin, *les vins de pays* qui doivent aussi présenter certaines conditions de qualité et être produits, sans coupage, de cépages provenant d'un département déterminé.

A ces trois catégories de vins nobles s'opposent les vins de consommation courante ou « vins de table » qui n'ont pas droit à une appellation particulière et portent, sur leur emballage, au contraire des autres, l'indication du degré alcoolique.

C. *Les résultats*

1. *En ce qui concerne la production*

Les résultats sont, comme on le dit plus haut décevants. La production française a monté en 1973, année aux conditions climatiques particulièrement favorables, à plus de 82 millions d'hectolitres, ce qui constitue un record absolu pour la France amputée de l'Algérie. Il semble que la récolte de 1974 soit nettement inférieure.

2. *En ce qui concerne la qualité*

Par contre les résultats sont positifs. La consommation des vins AOC représentait 7 % de la consommation intérieure en 1953-1954. Elle en représente maintenant 13 à 14 %. L'exportation de ces vins était d'un million d'hectolitres en 1962-1963 et elle est de près de 8 millions en 1972-1973.

3. *En ce qui concerne la consommation*

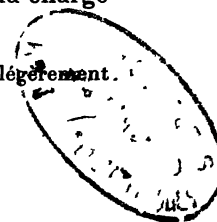
Là aussi les résultats sont positifs et marqués par une baisse régulière : 199 litres par adulte en 1956-1957, 157 litres en 1972-1973 ⁽¹⁾. Comme on le dit plus haut la part de la consommation des vins AOC a doublé en 20 ans. Les statistiques manquent pour les vins délimités de qualité supérieure et les vins de pays, mais il est certain que la part de ces vins dans la consommation totale a sensiblement augmenté. Cette orientation nouvelle de la consommation n'est pas sans intérêt puisque le consommateur choisit un vin de qualité compte tenu de sa réputation, et un vin courant compte tenu de son degré alcoolique.

II — LE PROBLÈME VITICOLE EUROPÉEN

A. *Les perspectives*

Le traité de Rome, l'instauration progressive de la politique agricole commune, l'entrée de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et du Danemark dans les Communautés européennes laissaient entrevoir pour la viticulture française, et aussi pour ceux qui ont la charge

1. Chiffres émanant de l'Institut national de la Statistique et des Études économiques, légèrement différents de ceux, de source néerlandaise, souvent cités dans les comparaisons internationales.



de la lutte antialcoolique, un espoir. Passant d'un marché de 50 millions d'habitants à un marché de 195 millions, on pouvait penser que l'exportation française de vins et d'eaux-de-vie augmenterait considérablement sans cependant porter atteinte sérieusement à la santé publique des autres pays intégrés dans cet ensemble économique.

Mais cette intégration présentait des difficultés considérables : celles provenant des différences de législation. La C. E. E. comporte quatre pays producteurs de vin : la France, la République fédérale d'Allemagne, l'Italie et le Luxembourg. On a dit les efforts du législateur français depuis 3/4 de siècle pour limiter la production et accroître la qualité. Le Luxembourg a, comme la France, une limitation restrictive et sévère ; les législations italiennes et allemandes étaient, au contraire, beaucoup plus laxistes. On pouvait penser que, dans le cadre de la politique agricole viti-vinicole et de la protection de la santé publique, s'élaborerait une réglementation européenne voisine de la législation française et avec le même objectif. C'est dans ce sens que la Commission des Communautés a cherché à agir.

B. *Les instruments européens*

Les éléments essentiels de la réglementation communautaire se trouvent dans deux règlements, 816-70 et 817-70, qui ont transposé sur le plan de l'Europe, un certain nombre d'éléments de la législation française en réglementant notamment les pratiques œnologiques et les pratiques commerciales. Il serait trop compliqué d'exposer ici l'économie générale de ces règlements. Ils comportent beaucoup d'éléments positifs et notamment une réglementation sévère des vins de qualité produits dans une région déterminée. Cette appellation « V. Q. P. R. D. » recouvre approximativement, les appellations françaises des vins d'origine contrôlée et des vins délimités de qualité supérieure ainsi, bien entendu, que les grands crus d'Allemagne, d'Italie et du Luxembourg. La Commission européenne envisage une autre réglementation s'apparentant aux « vins de pays » français.

Par contre, la réglementation européenne comporte, parmi d'autres, trois éléments négatifs :

1^o Il n'y a pas de limitation autoritaire des surfaces, ce qui permettra l'augmentation du vignoble.

2^o Il n'y a pas non plus de limitation des importations de vins des pays tiers qui sont seulement frappés de prélèvements à l'entrée dans la Communauté, mais qui bénéficient de prix de revient très inférieurs à ceux des vins européens (notamment, pour les vins d'Afrique du Nord et de certains pays socialistes).

3^o Enfin, la réglementation des procédés d'enrichissement est extrêmement libérale, fondée sur la délimitation de quatre zones recouvrant assez fidèlement les possibilités des législations nationales.

C'est le moment de dire un mot de ces procédés qui ont évidemment leur importance dans la lutte contre l'alcoolisme. Le plus courant est l'adjonction de sucre aux moûts en fermentation (chaptalisation). Ce procédé aboutit à produire du degré alcoolique très bon marché et c'est pourquoi, il n'est en principe autorisé (mais avec quel libéralisme !) que dans les zones septentrionales où le raisin n'arrive pas à une maturité suffisante pour produire un vin stable.

Enfin, la législation française s'appuie sur une administration sévère et il n'est pas

certain que les autres pays européens aient, dès maintenant, l'armature administrative suffisante pour faire respecter la réglementation européenne (1).

C. Les résultats

La transposition sur le plan européen des problèmes qui se posaient aux pays viticoles n'a, jusqu'ici, pas amené de grands progrès dans leurs solutions.

Le tableau III établit le bilan communautaire dans le secteur du vin de 1970-1971 à 1973-1974. On y voit d'abord que la production des pays de la Communauté est considérable : en moyenne plus de 142 millions d'hectolitres, c'est-à-dire près de la moitié de la production mondiale (voir tableau II, 280 millions d'hectolitres en 1972).

TABLEAU III

Bilan communautaire dans le secteur du vin 1970-1971 à 1973-1974

	1970-1971	1971-1972	1972-1973	1973-1974
— Production	153 714 000	132 510 000	126 323 000	168 421 000
— Stock de début	73 685 000	80 193 000	73 109 000	61 649 000
— Importations	3 514 000	2 766 000	7 650 000	7 422 000
— Exportations	3 063 000	3 429 000	3 321 000	3 465 000
— Disponibilités	227 850 000	212 040 000	203 766 000	234 027 000
— Consommation	147 657 000	140 016 000	142 117 000	152 515 000
— Stock final	80 193 000	72 024 000	61 649 000	81 512 000

Production moyenne de vins dans les pays de la C. E. E.

(Moyenne 1971-1972-1973)

— Allemagne fédérale	8 100 000 hl
— France	67 400 000 hl
— Italie	66 600 000 hl
— Luxembourg	130 000 hl
	<hr/>
	142 230 000 hl

Cette circonstance montre une fois de plus l'importance de la production viti-vinicole dans l'organisation de l'Europe. La balance des échanges 1972-1973 (tableaux III et IV) reste elle-même défavorable. Elle l'est pour la Communauté qui aura au cours de cette campagne exporté 3 300 000 hl de vin et importé 7 600 000 hl. Elle l'est pour la France qui aura exporté environ 3 millions d'hectolitres mais importé environ plus de 9 millions d'hectolitres dont 6 millions en provenance de l'Italie.

L'économiste peut se consoler en relevant que l'Europe a exporté des vins de qualité et importé des vins médiocres destinés au coupage. Mais cette constatation n'entraîne aucune satisfaction pour les hygiénistes qui prennent en considération la quantité d'alcool pur consommée dans l'ensemble communautaire.

1. Contrairement à ce qu'on a pu penser à l'étranger, le récent procès des « vins de Bordeaux » a manifesté une vigilance et une efficacité de l'administration, rares en dehors de la France.

TABLEAU IV

Apports extérieurs de vins sur le territoire français 1954-1973

Campagnes	Algérie	Tunisie-Maroc	Divers			Total
			C. E. E.	dont	Italie	
1953-1954	13 313 000	685 000		38 000		14 036 000
1954-1955	16 149 000	1 662 000		61 000		17 870 000
1955-1956	13 582 000	1 793 000		45 000		15 421 000
1956-1957	14 412 000	2 074 000		54 000		16 560 000
1957-1958	14 199 000	2 359 000		3 332 000		19 900 000
1958-1959	11 758 000	2 556 000		1 828 000		16 142 000
1959-1960	13 482 000	2 371 000		55 000		15 908 000
1960-1961	13 391 000	1 894 000		50 000		15 335 000
1961-1962	14 299 000	2 360 000		51 000		16 710 000
1962-1963	9 298 000	2 443 000		77 000		11 818 000
1963-1964	9 734 000	2 647 000		98 000		12 381 000
			C. E. E.	dont	Italie	
1964-1965	6 710 000	1 510 000	51 295		48 938	8 334 000
1965-1966	7 663 254	1 062 531	64 953		62 568	8 824 027
1966-1967	4 206 117	1 825 475	54 910		54 421	6 135 019
1967-1968	3 787 639	817 640	72 028		65 936	4 855 372
1968-1969	4 036 683	667 542	79 886		76 371	4 847 806
1969-1970	8 315 637	1 245 618	819 198		763 931	10 500 174
1970-1971	314 396	168 115	4 064 534		4 000 201	4 685 176
1971-1972	133 878	71 971	6 486 620		6 480 251	6 804 884
1972-1973	1 589 890	1 135 605	6 370 844		6 360 898	9 273 883

III — LES AUTRES BOISSONS ALCOOLISÉES

A. *Les chiffres*

Nous n'avons malheureusement qu'une documentation statistique très insuffisante pour les autres boissons alcoolisées.

Le tableau V donne un aperçu de la production de la bière dans les différents pays de la Communauté. On y voit que la France n'est pas là, et de loin, le plus gros producteur, quoique produisant plus de 20 millions d'hectolitres. Le tableau VI indique, pour un certain nombre de pays la production de spiritueux.

TABLEAU V

*Production**(En millions d'hectolitres)*

Statistiques C. E. E.	Bière Statistiques Industrielles 1972	Spiritueux
Allemagne	91,1 (livraison)	Pas d'organisation commune du marché des spiritueux donc pas de statistiques à l'échelon C. E. E.
France	20,4 (production)	
Italie	6,5 (production)	
Pays-Bas	9,9 (livraison)	
Belgique	13,9 (estimation)	
Luxembourg	0,6 (production)	
Royaume-Uni	38,6 (production)	
Irlande	5,5 en 1971	
Danemark	8,4 (livraison)	

Nous savons par ailleurs que la consommation de bière en France tend à augmenter progressivement. Elle a crû de près de 50 % de 1959 à 1973.

On assiste d'autre part à une très forte diminution de celle des apéritifs à base de vin compensée par une forte augmentation des apéritifs à base d'alcool et autres spiritueux.

TABLEAU VI

Production de spiritueux en Europe

Source : (Régie hollandaise des alcools)
Produkts haft der æstillerde dranken.

Titre du document : Alcoholhoudende dranken worden er in de wereld gedrankten.

Pays	Année	Chiffre de production (P) ou de vente (V)	Hectolitres de spiritueux	Hectolitres d'alcool pur contenu dans les spiritueux
France	1970	P		1 300 000
République fédérale d'Allemagne	1973	P	3 653 000	
Grande-Bretagne	1971	P		4 196 000
Italie	1970	P		660 000
Pays-Bas	1973	P		388 000
Belgique	1973	P		60 000
Luxembourg	1973	P		6 000
Danemark	1973	P		60 000
Irlande	1972	P		68 000
Espagne	1970	P		809 000
Portugal	1972	V	232 000	
Suisse	1972	P		54 000
Autriche	1973	P		270 000
Norvège	1973	P		53 000
Suède	1973	P		158 000
Finlande	1973	P		143 000
Turquie	1972	V	294 000	
Allemagne de l'Est	1973	V		543 000
Roumanie	1973	V		env. 500 000
Pologne	1973	V		env. 1 400 000
Yougoslavie	1972	V		647 000
Tchécoslovaquie	1973	P		388 000
Hongrie	1973	V		302 000
Bulgarie	1972	V		172 000
États-Unis	1973	P		3 469 000

B. Perspectives d'intervention de règles communautaires

Dans le domaine des boissons alcoolisées autres que le vin, il existe peu de règles communautaires car ces boissons échappent à la politique agricole commune. Il est vraisemblable que les instances européennes chercheront à intervenir dans trois directions :

1. La réglementation des alcools

Des textes sont en cours d'élaboration dans le cadre de la suppression progressive des monopoles. On sait que plusieurs pays européens, dont la France, possèdent un monopole, plus ou moins étendu, de la production et de la vente des alcools industriels ou de bouche. La Régie suisse des alcools a montré combien de tels instruments pouvaient être efficaces dans la lutte contre l'alcoolisme; mais la Suisse n'appartient pas à la Communauté européenne.

L'un des objectifs souhaitables serait que les alcools livrés pour la fabrication des spiritueux, le soient à des prix élevés et que, — comme c'est le cas en France —, il s'agisse d'alcools d'origine agricole.

Ce problème, mis en chantier depuis longtemps par la Commission des Communautés européennes, n'a pas encore trouvé de solution en raison des divergences d'intérêt des différents pays. Récemment les données en ont été d'ailleurs considérablement modifiées par l'augmentation du coût du pétrole et par suite de celui des alcools de synthèse, par la crise sucrière, ainsi que par l'utilisation de la mélasse pour l'alimentation du bétail, tous éléments qui devraient aboutir à une augmentation du prix de l'alcool de betteraves.

2. *La fiscalité*

Les boissons alcoolisées font l'objet de régimes fiscaux très différents suivant les pays. La législation française frappe lourdement les produits à base d'alcools industriels et les apéritifs, même à base de vin. En Italie, les apéritifs à base de vin sont soumis au régime fiscal des vins, régime relativement modéré comme dans tous les pays viticoles. L'harmonisation des fiscalités, qui fait partie des objectifs du Marché commun, sera difficile à réaliser.

3. *Les réglementations de qualité*

Il n'est pas possible à cet égard de faire abstraction de la définition de la bière. L'auteur de ce rapport a eu l'occasion d'enregistrer les inquiétudes des Bavarois dont la bière, d'ailleurs célèbre, est régie par une très ancienne loi de « pureté » et qui craignent qu'une réglementation communautaire, pour tenir compte des pratiques suivies dans d'autres pays, ne réserve pas, comme chez eux, le titre de « bière » à des boissons produites uniquement au moyen d'orge, de houblon et d'eau pure.

C. Les freins possibles à la consommation

Les législations de police concernant les diverses catégories de boissons, la réglementation des débits de boissons, celle de la publicité sont extrêmement différentes suivant les pays et une législation européenne, qui n'apparaît pas d'ailleurs urgente, risquerait de modifier des instruments législatifs efficaces dans certains pays.

Il n'est pas possible à cet égard de ne pas faire état du problème des alcools à base de grains (whisky, vodka) pour lesquels, en France, la publicité est totalement interdite, comme elle l'est d'ailleurs pour les apéritifs à base d'alcool.

Il n'est pas exclu que les pays membres de la Communauté, producteurs et exportateurs de whisky, n'invoquent auprès des instances communautaires les règles de non-discrimination qui existent dans le traité de Rome. Il est certain qu'une liberté ainsi rendue à la publicité de ces spiritueux serait gravement préjudiciable à la santé publique en France où l'augmentation de la consommation de whisky prend déjà des proportions inquiétantes et il semble bien que la législation française, sur ce point, ne soit pas discriminatoire puisque la même règle s'applique aux apéritifs à base d'alcool dont la France est un grand pays producteur.

* * *

Quoi qu'il en soit, le dynamisme propre aux institutions européennes tendra fatalement à l'unification des législations.

Une grave préoccupation de ceux qui sont soucieux de l'alcoolisme, est que le traité de Rome ne fait état d'aucune considération relative à la santé publique permettant de tenir compte, dans l'élaboration des règles communautaires, des nécessités touchant à l'hygiène publique. Tout a été fait jusqu'ici dans un cadre purement économique et commercial. La première autorité communautaire qu'ait connue l'Europe occidentale, c'est-à-dire Charlemagne, avait les mains plus libres et un de ses capitulaires prononça contre les ivrognes la peine de l'excommunication jusqu'à ce que le coupable se soit amendé, complétée en cas de récidive, par des châtiments corporels.

Le pouvoir d'édicter de telles règles échappe aux autorités européennes : on peut douter d'ailleurs de leur efficacité en 1975. Mais le « vide » européen devant les problèmes de santé publique est préoccupant à combien de titres et devra être comblé un jour ou l'autre.

Alain BARJOT
*Conseiller d'État, vice-président
du Haut Comité d'étude et d'information
sur l'alcoolisme*